

AFFAIRE N°23 - Construction de 3 logements de fonction à Piton Bois de Nèfles - Ilet à Quinquina - Bretagne Grand-Canal - Autorisation de solliciter de la CDC un emprunt de 150 000 F.

LE MAIRE donne lecture du rapport

Mesdames, Messieurs et Chers Collègues,

La Municipalité de Saint-Denis a l'intention de procéder à la réalisation de trois logements de fonction dans les établissements scolaires suivants :

- Piton Bois de Nèfles
- Ilet à Quinquina
- Bretagne Grand Canal.

Afin de permettre la réalisation de ces opérations subventionnées par l'Education Nationale, pour un montant de 150 000 F, je vous demande, Mesdames et Messieurs, de m'autoriser à contracter auprès de la CDC un emprunt de 150 000 F.

Mesdames et Messieurs, je mets la question aux voix.

+

+

+

Le Conseil Municipal,
Sur le rapport du Maire,
Après en avoir délibéré,
Prend la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE 1 - Le Maire est invité à réaliser auprès de la Caisse des Dépôts ou de l'une de caisses dont elle a la gestion, aux conditions de ces établissements, l'emprunt de la somme de 150 000 F destiné à financer la construction de trois logements de fonction et dont le remboursement s'effectuera en 15 années à partir de 1978.

Ce prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite des taux maxima fixés pour l'ensemble des emprunts contractés par les Collectivités Locales par le Ministre de l'Intérieur en accord avec le Ministre de l'Economie et des Finances.

ARTICLE 2 - La Commune disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de 6 mois à partir de la date de la signature du contrat par le Directeur Général de la Caisse des Dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la Caisse des Dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

ARTICLE 3 - Pour se libérer de la somme empruntée, la Commune paiera 15 annuités constantes comprenant le capital et les intérêts, calculés au taux indiqué ci-dessus.

Elle s'engage, pendant toute la durée du prêt, à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement des annuités.

ARTICLE 4 - Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera de plein droit à partir de cette date au taux du prêt majoré de trois unités.

ARTICLE 5 - La Commune aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

ARTICLE 6 - La Commune s'engage :

- 1° - à effectuer, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés, pour lesquels il ne sera exigé ni préavis, ni indemnité, les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt.
- 2° - à reverser sans délai les sommes non employées, dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti, ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

ARTICLE 7 - La Commune prendra à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

ARTICLE 8 - Monsieur le Maire est autorisé et, en son absence, le Premier Adjoint, à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

du
Saint-Jenis le 22 mai 1979
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Signé: Patrice HAGNER
Pour copie certifiée conforme
P. le Directeur des Finances et
des Collectivités locales
le chef de bureau de la
J. LACOSTE